AJC

COHDA

esprits curieux !

Société par actions simplifiées
Au capital de 80 192,00 € Euros
Siège social : 75 Ter Boulevard Pierre 1er
33110 LE BOUSCAT
R.C.S : 531 667 681 BORDEAUX

AVIS DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT SUR LA VERIFICATION DE L'EXECUTION DES OBJECTIFS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

Période allant du 15/06/2023 au 31/12/2024

AJC
48 Bis rue Jean De La Fontaine – 33 200 Bordeaux – Téléphone : +33 (0)5 47 29 74 65
Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables d'Aquitaine
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, Rattachée à la CRCC Grande Aquitaine
SAS au Capital De 100 000 Euros – Siret 803 672 971 00022 – APE 6920Z

Accréditation N° 3-1920
Portée disponible sur www.cofrac.fr

Avis de l'organisme tiers indépendant, sur la vérification de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux

Période allant du 15/06/2023 au 31/12/2024

À l'assemblée générale,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant (« tierce partie »), accrédité par le COFRAC sous le numéro 3_1920 (Accréditation Cofrac Vérification, n°3_1920, portée disponible sur www.cofrac.fr), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux que votre entité s'est fixés sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission telles que présentées dans le rapport du Comité de mission et relatives à la période allant du 15/06/2023 au 31/12/2024, joint au rapport de gestion en application des dispositions de l'Article L. 210-10 du code de commerce.

Conclusion

Respect de l'ensemble des objectifs sociaux et environnementaux

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission et à la fin de la période couverte par notre vérification :

- *le fait que l'entité ait* **atteint les résultats** *qu'elle a définis à la fin de la période couverte par la vérification, pour chaque objectif social ou environnemental retenu en application du 2° de l'Article L. 210-10 et inscrit dans ses statuts,*
- *le fait que l'entité ait* **mis en œuvre des moyens adéquats** *pour chaque objectif social ou environnemental retenu en application du 2° de l'Article L. 210-10 et inscrit dans ses statuts, et que*
- *par conséquent,* **la société SG ETUDES (COHDA) respecte chacun des objectifs sociaux et environnementaux** *qu'elle s'est donné pour mission de poursuivre, en cohérence avec sa raison d'être et son activité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux.*

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous formulons le commentaire suivant :

- *Nous n'avons pas mené de tests sur le contrôle interne de SG Etudes (COHDA)*

Préparation des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les informations liées à l'exécution les objectifs sociaux et environnementaux permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux doivent être lues et comprises en se référant aux procédures de l'entité, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans le rapport du Comité de mission.

Limites inhérentes à la préparation des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux

Les informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations présentées sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement etc.

Responsabilité de l'entité

Il appartient à l'entité :

- *de constituer un Comité de mission chargé d'établir annuellement un rapport en application des dispositions de l'Article L. 210-10 du code de commerce ;*
- *de sélectionner ou d'établir des critères et procédures appropriés pour élaborer le Référentiel de l'entité ;*
- *de concevoir, mettre en œuvre et maintenir un contrôle interne sur les informations pertinentes pour la préparation du rapport du Comité de mission ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs ;*
- *d'établir les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux conformément au Référentiel et mises à disposition du Comité de mission.*

Il appartient au Comité de mission d'établir son(ses) rapport(s) en s'appuyant sur les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux transmise par l'entité et en procédant à toute vérification qu'il juge opportune.

Ce(s) rapport(s) est(sont) joint(s) au rapport de gestion du Conseil d'administration.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

En application des dispositions de l'Article R. 210-21 du code de commerce, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur le respect par l'entité des objectifs sociaux et

environnementaux qu'elle s'est fixés sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Dispositions réglementaires et textes applicables

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément à notre programme de vérification[1] *annexé à la lettre de mission signée par Séverine GOASGUEN, en date du 22/10/2024, aux dispositions de l'Article R. 210-21 du code de commerce et à la norme 17 029 de l'AFNOR.*

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette intervention.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre octobre 2024 et mai 2025 sur une durée totale d'intervention de 1 semaine.

Nous avons notamment mené quatre entretiens, deux avec deux membres du comité de mission, un avec une partie prenante externe et une partie prenante interne.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les informations relatives à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux que l'entité se donne pour mission de poursuivre sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée.

Nous avons pris connaissance des activités de l'entité sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission, de la formulation de sa raison d'être ainsi que ses enjeux sociaux et environnementaux.

Nos travaux ont porté sur :

- *d'une part, la cohérence des objectifs sociaux et environnementaux retenus en*

[1] *Programme_OTI_AJC_V4 - 14102024*

application du 2° de l'Article L. 210-10 et inscrits dans ses statuts, de la raison d'être de l'entité précisés dans ses statuts (ci-après « Écouter la Société pour éclairer et guider les décideurs avec conviction, par notre façon de choisir et conduire nos projets, pour contribuer à la transformation de tous et répondre aux enjeux de demain ») et de son activité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux ;

- *d'autre part, l'exécution de ces objectifs.*

Concernant la cohérence des objectifs, de la raison d'être et de l'activité de l'entité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux :

- *nous avons conduit des entretiens destinés à apprécier l'engagement de la direction et des membres de la gouvernance au regard des attentes des principales parties prenantes internes ou externes concernées par l'activité de l'entité ;*
- *nous avons apprécié les processus mis en place pour structurer et formaliser cette démarche en nous appuyant sur :*
  - *les informations disponibles dans l'entité (procès-verbaux du comité de mission, comptes rendus ou support des réunions avec des parties prenantes internes ou externes) ;*
  - *la feuille de route de société à mission et le dernier rapport du Comité de mission ;*
- *nous avons ainsi apprécié, compte tenu de l'activité de l'entité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux, la cohérence entre :*
  - *les informations collectées ;*
  - *la raison d'être et*
  - *les objectifs sociaux et environnementaux formulés dans les statuts.*

Concernant l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, nous nous sommes enquis de l'existence d'objectifs opérationnels et d'indicateurs clés de suivi et de mesures de leur atteinte par l'entité à la fin de la période couverte par la vérification pour chaque objectif social et environnemental, et nous avons vérifié si les objectifs opérationnels ont été atteints au regard des trajectoires définies par l'entité sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Pour ce faire, nous avons réalisé les diligences suivantes :

- *nous avons pris connaissance des documents établis par l'entité pour rendre compte de l'exercice de sa mission, notamment les dispositions précisant les objectifs opérationnels et les modalités de suivi qui y sont associées, ainsi que le(s) rapport(s) du Comité de mission ;*
- *nous nous sommes enquis de l'appréciation de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux auprès du Comité de mission et avons corroboré l'information collectée avec la perception qu'ont les parties prenantes des effets et impacts de l'entité. Par ailleurs, nous avons revu l'analyse présentée dans le(s) rapport(s) du Comité de mission, les résultats atteints à échéance des objectifs opérationnels en regard de leurs trajectoires définies, pour permettre d'apprécier le respect des objectifs sociaux et environnementaux ;*
- *nous nous sommes enquis auprès de la direction générale de l'entité des moyens financiers et non financiers mis en œuvre pour le respect des objectifs sociaux et environnementaux ;*
- *nous avons vérifié la présence dans le(s) rapport(s) du Comité de mission d'indicateurs cohérents avec les objectifs opérationnels et aptes à démontrer le positionnement des objectifs opérationnels sur leurs trajectoires définies ;*

- *nous avons apprécié l'adéquation des moyens mis en œuvre visant au respect des objectifs opérationnels par rapport à leurs trajectoires, au regard de l'évolution des affaires sur la période ;*
- *nous avons vérifié la sincérité de l'ensemble de ces indicateurs et, notamment nous avons :*
    - *apprécié le caractère approprié du Référentiel de l'entité au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible ;*
    - *vérifié que les indicateurs couvrent l'ensemble du périmètre concerné par la qualité de société à mission ;*
    - *pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par l'entité et apprécié le processus de collecte visant à la sincérité de ces indicateurs ;*
    - *mis en œuvre des contrôles et des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;*
    - *mis en œuvre des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres méthodes de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives.*
    - *apprécié la cohérence d'ensemble du ou des rapports du Comité de mission au regard de notre connaissance de l'entité et du périmètre concerné par la qualité de société à mission.*

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Fait à Bordeaux, le 28/05/2025

L'Organisme Tiers Indépendant,

Cabinet AJC

Signé par Magali Pavlovsky
Le 28/05/2025
ID: tx_azvn93zOy0LO

Magali PAVLOVSKY
Associée et signataire